

NOS ENFANTS ONT DROIT À L'INSTRUCTION !

Comme jamais depuis plus d'un siècle, les parents et grands-parents s'interrogent : les jeunes générations auront-elles droit, comme nous, à l'instruction par l'école publique ?

C'est la conséquence des coupes budgétaires et de la politique de privatisation-destruction de l'école conduites en application des pactes d'austérité de l'Union européenne par les gouvernements successifs de la V^e République.

RIEN QUE CETTE ANNÉE, LA DESTRUCTION DE L'ÉCOLE C'EST TRÈS CONCRÈTEMENT :

✘ **La ministre Najat Vallaud-Belkacem** (candidate aux élections législatives à Villeurbanne) qui poursuit et aggrave l'œuvre de ses prédécesseurs :

► en imposant sa réforme du collège qui a supprimé de la scolarité obligatoire des centaines d'heures de cours de toutes disciplines, fait disparaître les manuels, etc ;

► en maintenant la « réforme des rythmes scolaires » qui a jeté la plus grande confusion entre scolaire et péri-scolaire et rendu pour beaucoup de familles l'école payante par le biais de ces "activités" ;

► en refusant d'allouer les moyens d'enseignement, d'éducation... suffisants pour un fonctionnement normal des établissements scolaires, malgré les grèves massives de plusieurs collèges et lycées ces dernières semaines ;

► en fermant le CIO (centre d'information et d'orientation) de Lyon-Rive-Gauche, le dernier dans le centre lyonnais ;

► en organisant la réduction massive de l'offre de formation universitaire publique avec la "loi de sélection en Master"

et avec le "label IDEX" qui vise à fusionner universités, écoles... et à fermer les filières jugées "non rentables".

✘ **Les maires de Lyon (G Collomb), Villeurbanne (JP Bret)...** qui se refusent à anticiper la construction des écoles rendues nécessaires par la poussée démographique.

Résultat : les écoles, les classes débordent. Les maternelles à plus de 30 élèves sont la norme. Des listes d'attente pour l'inscription des élèves sont même parfois ouvertes.

Alors que font ces élus ? Ils montent à la va-vite des écoles en « modulaires » et bloquent même des ouvertures de classe prévues par les seuils, en prétextant le manque de place !

✘ **Le président de la Métropole de Lyon (G Collomb encore)** qui prévoit de privatiser totalement, par une « délégation de service public », l'entretien et la cantine des deux collèges publics dont l'ouverture est prévue à la rentrée prochaine à Villeurbanne et Lyon 8^e.

INACCEPTABLE !

Et dans le même temps, tous s'accordent sur la nécessité d'obéir à Trump et aux généraux de l'OTAN en augmentant les budgets militaires à 2% du PIB ou plus ! Dans le même temps, dans le cadre de la libre concurrence chère à l'UE, les grands projets immobiliers privés soutenus par des fonds publics fleurissent de partout dans l'agglomération !

Pour le POID, il faut rompre avec cette politique et reconquérir le droit à une école qui instruit. Avec près de 2 000 travailleurs, jeunes et militants qui étaient rassemblés le 18 mars au Mur des fédérés à Paris, nous pensons que cela exige la rupture avec l'Union européenne et la Ve République, nous combattons pour une Assemblée constituante souveraine et des élus mandatés et révocables qui défendent l'école de la République et tous les acquis ouvriers.

Pour le POID, il faut aujourd'hui un gouvernement ouvrier qui s'engage sur cette voie de la rupture et qui prenne les mesures d'urgence, à commencer par l'abrogation de la loi El Khomri. Aspiration profonde à laquelle tournent le dos Hamon, Mélenchon et tous ceux qui choisissent d'organiser la division, préparant de fait la voie à Macron, candidat de l'UE.

Pour le POID, mener ce combat nécessite un parti ouvrier. Pour le construire, nous serons candidats aux législatives face à la représentante du gouvernement Hollande et ministre de la destruction de l'école, Najat Vallaud-Belkacem.

Bien sûr on peut partager ou non tout ou partie des objectifs du POID. Mais une chose est certaine : l'immense majorité des travailleurs, des jeunes et de la population veut reconquérir cet acquis démocratique, social et de civilisation que constitue — comme le Code du travail et la Sécurité sociale de 1945 — l'école de la République.

C'est pourquoi nous vous proposons de signer et faire signer cette pétition pour dire ensemble :

NOS ENFANTS ONT DROIT À L'INSTRUCTION !

Nous voulons reconquérir une véritable éducation nationale et un enseignement supérieur public qui instruisent à égalité tous nos enfants et nos jeunes, qui leur permettent d'acquérir des qualifications reconnues par des diplômes pour qu'ils puissent trouver un vrai travail avec un vrai salaire. Pour cela, il faut :

⇒ **L'argent pour l'école et l'Université publiques, pas pour la guerre et les spéculateurs !**

⇒ **Maintenant, tout de suite, ouverture des classes et construction des écoles nécessaires !**

⇒ **Abrogation de la loi de refondation de l'école et de toutes les mesures qui**

• « territorialisent » = décrets sur les « rythmes scolaires », réforme du collège...

• « ubérisent » = remplacement de fonctionnaires sous statut par des contractuels sous-payés et précaires...

• **et privatisent l'école** = délégations de service public, sélection en Master, IDEX... !

NOM	Prénom	Contact (mail, tél., adresse)	Je verse en soutien	Signature
		 € (facultatif)	

Nous vous invitons à agir ensemble pour ces exigences et à venir en discuter lors de l'assemblée du POID le 19 avril (18h). Contact : rhone.poid@gmail.com

NOS ENFANTS ONT DROIT À L'INSTRUCTION !

Nous voulons reconquérir une véritable éducation nationale et un enseignement supérieur public qui instruisent à égalité tous nos enfants et nos jeunes, qui leur permettent d'acquérir des qualifications reconnues par des diplômes pour qu'ils puissent trouver un vrai travail avec un vrai salaire.

Pour cela, il faut :

- ⇒ **L'argent pour l'école et l'Université publiques, pas pour la guerre et les spéculateurs !**
- ⇒ **Maintenant, tout de suite, ouverture des classes et construction des écoles nécessaires !**
- ⇒ **Abrogation de la loi de refondation de l'école et de toutes les mesures qui**
 - « territorialisent » = décrets sur les « rythmes scolaires », réforme du collège...
 - « ubérisent » = remplacement de fonctionnaires sous statut par des contractuels sous-payés et précaires...
 - et privatisent l'école = délégations de service public, sélection en Master, IDEX... !

NOM	Prénom	Contact (mail, tél., adresse)	Je verse en soutien <small>(facultatif)</small>	Signature
		 €	
		 €	
		 €	
		 €	
		 €	
		 €	
		 €	
		 €	
		 €	
		 €	
		 €	
		 €	
		 €	
		 €	
		 €	
		 €	
		 €	
		 €	
		 €	
		 €	
		 €	
		 €	